

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 138 - VENDREDI 6 AVRIL 2012

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Voeu de Pâques.
Pour Sarko, c'est le début de la fin.
Que ce soit en même temps
la fin du début pour le Front de Gauche.
Et que nous passions à :
inventer notre temps des cerises

AGENDA MILITANT

→ 11 avril

Brest [Meeting Front de gauche](#)
Grenoble [Les Arts et la culture dans la rue](#)
Paris [Santé, services publics et commun](#)
Rennes [Mains brunes sur la ville -
Assemblée citoyenne FdG](#)

→ 13-14 avril

Saint-Ouen [Portrait Anna Seghers](#)

→ 14 avril

Marseille [Meeting Front de gauche](#)

→ 15 avril

Paris [Louise Michel, écrits et cris](#)

→ 17 avril

Aubagne [Ecrire une nouvelle page
de l'histoire](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Action politique**

[Nouvelle force politique en discussion](#)

→ **NPA**

[Pourquoi ils votent pour J.L. Mélenchon.](#)

→ **Débat**

[Les mots de la droite, les maux
de la société, Fr. Asensi, Br. Bessière,
C. Bottin-Destom, M. Mourereau](#)

→ **Monde**

[Mali ancien, Mali nouveau](#)

La santé : une imposture de plus de Sarkozy

La santé est une préoccupation majeure des Français pour cette élection avec l'emploi et le pouvoir d'achat. Dépassements d'honoraires, déserts médicaux qui s'étendent, remboursements squelettiques pour le dentaire, l'optique et l'auditif conduisent à une croissance rapide et grave des renoncements aux soins, avec pour corolaire un recours accru aux urgences comme substitut à des soins de premier recours et donc leur engorgement. Le mode de financement dit de la "tarification à l'activité" transforme l'hôpital en entreprise, c'est une machine de démolition du service public en faveur des groupes privés. La souffrance du personnel hospitalier s'accroît à l'instar des autres secteurs d'activité.

Pour autant les questions de santé occupent une place très faible dans les débats électoraux, même nulle dans les émissions phares des deux grandes chaînes.

La santé apparaît comme une imposture majeure de plus de Sarkozy.

En effet l'état de santé en France se caractérise par des indicateurs globaux satisfaisants correspondant à un grand pays développé et même à l'excellence pour certains, mais également par un niveau très élevé des inégalités sociales et territoriales. L'écart considérable d'espérance de vie entre ouvriers et cadres s'accroît. De plus, les ouvriers vivent plus longtemps que les cadres avec des incapacités et des handicaps, ce que l'INED a dénommé « *la double peine des ouvriers* ».

Face à cette situation, la lutte contre les inégalités est à toutes les sauces : pas moins de 8 colloques dans l'année ! Mais au-delà des mots toute la politique de Sarkozy conduit à son contraire. En premier lieu du fait de l'aggravation dramatique des conditions de vie et de travail, et également en raison de la détérioration des conditions de fonctionnement et d'accès au système de soins qui touchent en priorité les moins favorisés.

Dans ce cadre, le programme du Front de Gauche est le plus cohérent et complet, en résonance avec les luttes et mouvements de défense du service public de santé qui se multiplient et prennent souvent la forme d'une révolte de professionnels et des usagers contre la casse du service public. L'enrichissement de ce programme par la discussion et l'engagement de tous ces acteurs est à poursuivre.

Des "ambiguïtés" subsistent dans le programme de François Hollande, en termes de financement, mais également d'organisation du système de santé. Alors qu'un constat sévère est tiré par les syndicats du fonctionnement des Agences Régionales de Santé, on attend toujours un désaveu des orientations prises par le directeur de l'agence de l'Île de France, l'ancien ministre socialiste Claude Evin. Ces orientations sont inscrites dans la philosophie de "rationalisation" par les coûts et par mixage public-privé qui a présidé à la mise en place des ARS ; elles ont pu être mises en échec, comme pour la maternité des Lilas, seulement par des luttes puissantes.

● **Gérard Badeyan**

Choix immédiats et défis durables pour le Front de gauche

Le Front de gauche et Jean-Luc Mélenchon bousculent le bipartisme, tandis que François Hollande esquive le débat sur la nature des réponses à la crise. Ainsi commence à s'esquisser le paysage d'après scrutin, avec déjà cette question : faudra-t-il participer à un gouvernement dominé par les options molles du PS ou faudra-t-il travailler à la refondation d'une gauche de transformation sociale, écologique et démocratique ?

Initialement, tout devait se jouer selon un ordre classique. Sarkozy, plombé par son bilan, devait ramer pour faire croire qu'il propose autre chose que l'intensification de sa politique de casse sociale. François Hollande allait s'attacher à récupérer, sans trop d'efforts, les voix anti-Sarko, et à retrouver les électeurs socialistes souvent dispersés au cours des dernières années. Il n'aurait qu'à naviguer, cherchant un équilibre entre social-libéralisme et réformisme mou.

Le mauvais scénario dans les choux
Marine Le Pen allait comme son père tirer les marrons du feu des échecs de Sarkozoy, de la crise de la représentation ("Tous pourris !"), oscillant entre sa volonté de devenir plus ou moins fréquentable (en reprenant certains thèmes sociaux) et un retour aux fondamentaux racistes (lorsque Sarkozy place sa campagne très à droite). François Bayrou allait, lui aussi, tenter d'occuper le large créneau critique de la bipolarisation PS – UMP, avec la carte "éthique" en plus - dans les

limites étroites du système économique libéral - et la carte raciste en moins. Jean-Luc Mélenchon était appelé à ramasser

La candidature de Jean-Luc Mélenchon est devenue le moyen à la fois de s'opposer à la politique de Sarkozy, d'exiger une alternative politique et de dire que pour changer vraiment les choses, il faudra un mouvement populaire d'appropriation de la politique

les miettes de la gauche antilibérale, et avec Eva Joly à être une des forces d'appoint pour François Hollande au second

tour. Deux réserves de voix possibles, cela n'excluait nullement, pour une partie des dirigeants socialistes, une alliance avec le MoDem. La puissance des mouvements sociaux des dernières années (et du mouvement contre la réforme des retraites), la persistance de multiples luttes de résistance, la circulation auprès d'un public très large des idées critiques et de propositions subversives... tout cela allait être mis entre parenthèses, une nouvelle fois, le temps des élections.

C'est peu dire que ce mauvais scénario est remis en cause, même si tout reste à confirmer par les scores effectifs du 22 avril. La candidature de Jean-Luc Mélenchon est devenue le moyen à la fois de s'opposer à la politique de Sarkozy, d'exiger une alternative politique plutôt qu'une "austérité de gauche" ou une simple alternance, mais aussi le moyen de dire que pour changer vraiment les choses il faudra beaucoup plus que des bons scores électoraux. La nécessité d'un mouvement populaire ●●●



Vous n'avez pas reçu *Altercommuniste 2012* (version papier, 16 pages, A3) ? Envoyez vos coordonnées postales à contact.cerises@gmail.com. Il vous sera adressé gratuitement.

●●● d'appropriation de la politique est l'une des thématiques clefs de la campagne du Front de gauche.

De ce point de vue, les avancées - inégales - des assemblées citoyennes, la convergence des luttes et des mouvements dans le cadre de la campagne, l'évocation concomitante des questions sociales et des questions sociétales, l'idée qu'il faut mener le combat des idées pour construire une cohérence alternative à la logique des marchands..., c'est tout cela qui perce et qui se tient ! Et l'on voit des thèmes et des symboles, qui servaient de repoussoir anti-PCF depuis des années, réhabilités dans la dynamique de la campagne : le drapeau rouge, les mots révolution (révolutionnaires, révolution citoyenne...), communistes, socialisation, nationalisation...

Quelles suites, après le premier tour ?

Premièrement, la participation à la défaite de Nicolas Sarkozy par le vote pour la candidature de François Hollande, si toutefois il est en tête de la gauche le 22 avril. Infliger une lourde défaite à la droite est un enjeu politique majeur, et aura un retentissement dans toute l'Europe, voire au-delà. Mieux, une telle défaite de Sarkozy constituera d'autant moins un chèque en blanc à François Hollande que le Front de gauche aura pesé lourdement en lui donnant un sens politique fort

(loin d'un soutien au projet du candidat socialiste).

Notons qu'il n'y aura en vue du second tour aucune négociation, aucun accord de gouvernement ou de majorité, pas de programme commun rédigé en une nuit sur un coin de table par les états-majors. Ainsi, à l'issue du second tour, un gouvernement provisoire sera nommé en attendant la suite.

L'option de la non participation au gouvernement signerait une révolution à gauche : la prise d'autonomie de la gauche d'alternative par rapport à la gauche molle. Elle impliquera l'invention de nouveaux types de rapports entre les forces politiques et avec les forces sociales.

La suite immédiate ? Les législatives. A gauche, du point de vue des alliances, nous en sommes toujours à l'existence d'un accord large entre le PS et EELV. Une partie des dirigeants socialistes et des responsables locaux estiment que l'accord fait la part trop belle aux

écologistes, et le score prévisible d'Eva Joly risque d'encourager les dissidences supplémentaires à celles déjà annoncées. Mais EELV ne sera pas en mesure d'exiger quoi que ce soit du PS, et le PS aura, lui, tout intérêt à maintenir un accord qui place son allié dans une situation de dépendance. On est loin de la période où les dirigeants d'EELV reprochaient au PCF sa dépendance à l'égard du PS, et développaient une ligne autonome !

Du côté du Front de gauche, un accord large existe entre les trois composantes initiales du Front de gauche, où le PCF et le PG se partagent l'essentiel des candidatures (dont 80 % pour le PCF). Outre le soutien aux candidatures des trois députés FASE sortant, quelques accords locaux ou départementaux avec les autres composantes du Front de gauche, et parfois avec d'autres forces, sont signés ou ébauchés. Mais globalement, il existe un écart entre la campagne grand angle du Front de gauche pour la présidentielle et le degré d'ouverture des candidatures aux législatives.

Percée possible aux législatives

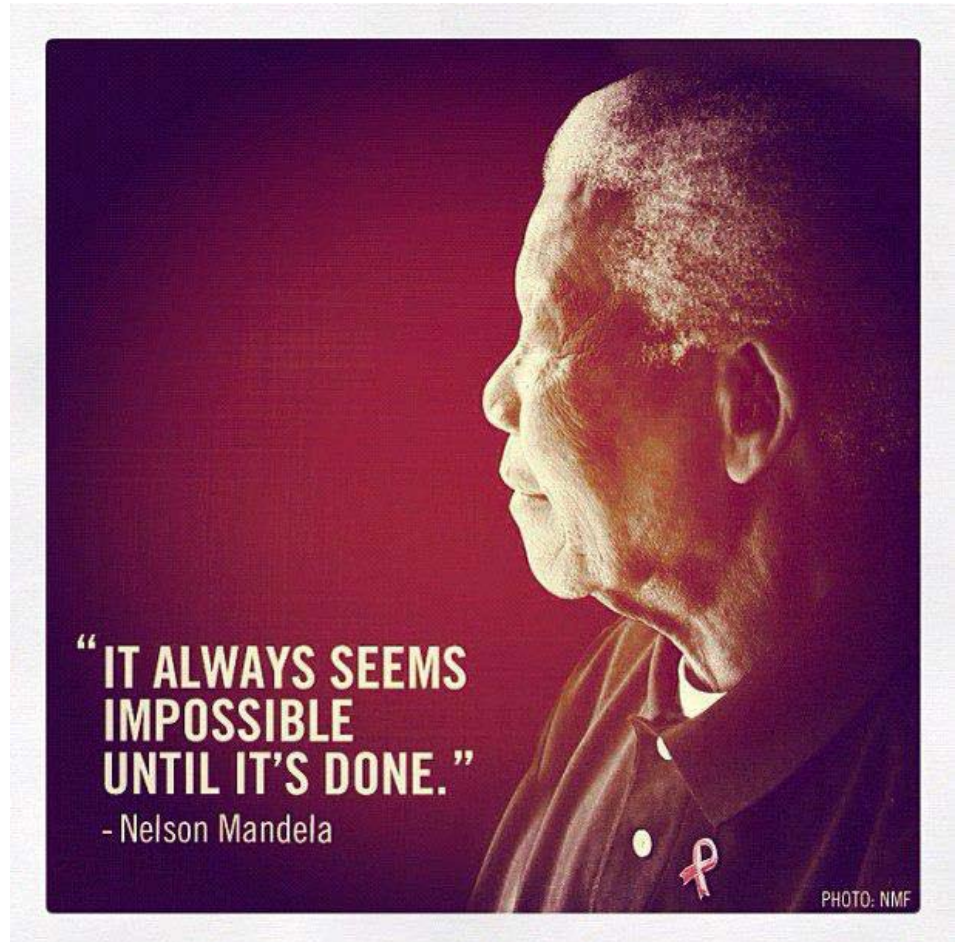
Après le 6 mai, il ne manquera pas d'y avoir débat parmi les socialistes : pour ou contre le maintien de l'accord avec EELV ; pour ou contre un accord avec le Front de gauche pour les législatives. Mais, en dehors (peut-être) de quelques circonscriptions où la présence ●●●

●●● (et non un “coup de pouce”), le lancement d'une Constituante... Une autre manière, ou une position complémentaire, consiste à décider de “changer la gauche”, contre la réitération de la gauche plurielle de 1997.

Une révolution à gauche

L'option de la non participation du Front de gauche au gouvernement signerait une révolution à gauche : la prise d'autonomie de la gauche d'alternative par rapport à la gauche molle, impliquant l'invention de nouveaux types de rapports entre les forces politiques et avec les forces sociales ; la décision de s'atteler, au-delà des moments électoraux, au développement d'un mouvement d'idées et de conquêtes sociales, à la réhabilitation de l'idée d'émancipation et d'un projet de transformation de la société... Cela n'empêcherait nullement de soutenir au Parlement toutes les mesures positives, mais cela produirait un changement substantiel dans l'échelle des valeurs du combat politique : il deviendrait plus important de s'occuper du combat d'idées, de la production d'une cohérence politique alternative, du développement de l'appropriation citoyenne de la chose publique, que d'occuper des positions exécutives et des sièges ministériels.

Une avancée dans un champ qui nous est cher - celui du raccordement entre mouvement populaire et politique institu-



“Il semble que ce soit toujours impossible, jusqu'à ce qu'on l'ait réalisé.”

tionnelle - pourrait ainsi se produire non pas à travers la participation gouvernementale de militants portants des exigences radicales, mais, dans un premier temps, par l'association sur le terrain des exigences sociales et politiques, sans

Il ne s'agit nullement de renoncer à exercer des responsabilités, mais de peser davantage dans la société pour transformer les institutions en même temps que les orientations politiques. Il s'agit de prendre de l'élan à l'extérieur des institutions pour réellement les subvertir.

perdre de vue la vocation majoritaire de ce combat. De ce point de vue, la campagne du Front de gauche a d'ores et déjà ouvert de nouvelles possibilités

avec certaines organisations syndicales et associations.

Prendre de l'élan pour subvertir les institutions

Bref, nous pouvons entrer - et nous sommes peut-être déjà - dans les travaux pratiques souhaités par Lucien Sève, destinés à déplacer le curseur de la vie politique vers l'appropriation sociale : « *Il s'agit en somme d'opérer un fondamental déplacement du centre de gravité de l'action communiste, en substituant carrément au primat de la politique institutionnelle celui de ce que j'appellerai la politique sociale - l'engagement au comptant de l'appropriation sociale par les salariés et citoyens associés* ». Au passage, nous sommes surpris nous-mêmes que ces questions, que certains considéraient comme purement théoriques, déconnectées du réel et de tout sens de “l'à propos”, soient maintenant en débat sur le registre tout à fait concret d'un choix à faire d'ici quelques semaines.

En cas de non participation gouvernementale reste à traiter de la question de la majorité parlementaire. La cohérence ●●●



Toulouse, 5 avril, Place du Capitole

●●● serait bien sûr de ne pas se lier les mains en participant à accord pour une majorité parlementaire (sans participation gouvernementale). Cela va-t-il de soi ? Pour nous, oui, mais pas pour tous. L'enjeu est de garder l'esprit et les mains libres. C'est surtout du côté socialiste que cela peut faire problème, dans la mesure où celui-ci voudrait mener une politique de simple correction à la marge des dégâts sociaux du capitalisme.

Mais alors, s'agirait-il de rompre avec ce qui fait une caractéristique majeure du communisme français incarné par le PCF : la recherche d'une participation aux institutions utiles à la société, pour obtenir des droits nouveaux, des avancées sociales, mener des politiques publiques fortes etc ? D'une certaine manière, oui et non. Oui, cela romprait avec un phénomène d'institutionnalisation qui a produit, sur fond d'affaiblissement électoral, de dépendance à l'égard du Parti socialiste, un pragmatisme aboutissant à

devoir avaler d'énormes couleuvres voire à un certain opportunisme. Oui, cela romprait avec un certain automatisme de la participation à des exécutifs dès lors que "la gauche" est majoritaire. Mais la réponse est non si on admet qu'il ne s'agit nullement de renoncer à exercer des responsabilités, mais de peser davantage dans la société pour transformer les institutions en même temps que les orientations politiques. Il s'agit de prendre de l'élan à l'extérieur des institutions pour réellement les subvertir.

L'immobilisme actuel de François Hollande, imperturbable malgré la montée en puissance de la candidature de J.-L. Mélenchon, montre qu'avec la plus grande partie des dirigeants socialistes et de leurs économistes préférés (qui ne sont pas "attérés"), confirme qu'il a opté pour une ligne politique claire : pas de réorientation majeure de la politique économique, pas de contestation de l'idée que la réduction de la dette devrait être au

cœur d'une politique économique. Martine Aubry, sur les *starting blocks* pour être premier ministre, va dans le même sens en parlant d'un rassemblement « *bien au-delà de la gauche* » et en suggérant que des ministres communistes participent au futur gouvernement dédié à la mise en œuvre du projet sur lequel François Hollande aura été élu.

De fait, prenant toute la mesure de l'incompatibilité des programmes du PS et du Front de gauche, nous nous trouvons face à la possibilité, l'occasion historique de rouvrir en grand le chantier d'un nouveau projet d'émancipation. C'est à travers ses choix immédiats et avec l'invention d'une stratégie durable que se dessinera l'avenir du Front de gauche. C'est aussi en envisageant un mode de fonctionnement beaucoup plus ouvert à la participation de tous, et pluraliste.

● Gilles Alfonsi

Info et démocratie

L'information sur le service public est formidable. *France 2* nous a permis de savoir durant 15 à 17 minutes par jour qu'il faisait froid, puis ce fut le tour des accidents de luge et de la furie de Toulouse. L'antenne ose à peine évoquer les visées hégémoniques de l'Allemagne sur l'Europe, il faut aller sur... *Arte*, chaîne franco-allemande, pour que des Allemands nous en parlent, que l'on perçoive que l'Europe du capital est davantage conflit sans pitié que coopération ou que le "miracle allemand" fait des ravages sociaux terribles et *last but not least* : on nous explique sans rire, à propos de l'Espagne ou de l'Italie que le moyen de défendre l'emploi est la liberté de licencier !

Qu'est-ce qu'une information ? Pourquoi le moment du JT le plus suivi par le public est... la météo ? Au moins, ça sert à savoir comment se vêtir. Une information est une donnée qui nous permet d'adapter notre comportement. N'étant pas philatéliste, le prix d'un timbre à l'effigie de la reine Victoria sur fond rose est pour moi un vague murmure mais pas une information. De savoir quand je dois rendre mon papier à *Cerises*, vous vous en foutez complètement et c'est pour moi une information de première bourre. C'est la subjectivité du récepteur qui fait d'un écrit ou d'une parole une information. En politique, tout fait rapporté est une interprétation de ce fait. Dès lors il ne saurait y avoir d'information qu'énoncée de manière contradictoire. Au citoyen de choisir, de conclure. Travail impossible pour UN(E) journaliste unique. Plus raisonnable donc que ce soient les intéressés qui soient considérés comme autant de producteurs d'informations. C'est cette liberté qu'ont pris tant de personnes lors du référendum sur le TCE.

C'est déjà un début de ce comportement qui explique la dynamique du Front de gauche, dynamique qui ne doit rien aux médias. Cela ne les absout pas d'avoir tenté de l'occulter ou de la réduire au côté tribunicien de J.-L. Mélenchon. Les intentions de vote à l'égard de son candidat ne cessent de progresser. C'est l'évènement d'une campagne où il ne se passe rien d'autre. Cela dit

la puissance que peuvent avoir des assemblées, des rencontres où l'échange et la construction se substituent aux grands shows. Mais cela dit aussi que, pour une grande part de la population, à situation exceptionnelle, solutions exceptionnelles.

Un sondage d'il y a quelques mois a révélé que 54% des interrogés considéraient le capitalisme à la fois responsable de la crise et inamendable. Voici une info de taille. Inamendable : au moment où nous nous apprêtons à nous débarrasser de Sarkozy, le moment n'est-il de dépasser cette limite - depuis 1981 - qui fait substituer à l'anticapitalisme un "anti-droite", qui ne sert que le vote dit "utile" et finit dans l'eau tiède ? Cela ne devrait-il pas conduire à préciser ce que ne pas amender le capitalisme implique ? Le débat dominant dans les médias se limite à "taxer les riches et le capital" mais pas à supprimer leur domination sur notre vie. Un nouveau consensus y va de sa régulation par l'État. Comme si

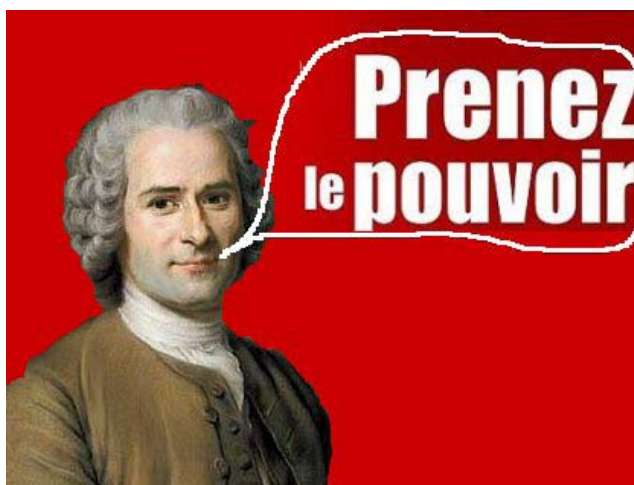
1) un retour à un âge d'or était possible, 2) 1968 et les luttes qui ont suivi ne s'étaient pas levées contre cet "âge d'or". C'est donc à nous de centrer le débat sur ce que le refus du capitalisme suppose comme mesures.

La France, adepte des commémorations, est en train d'en oublier une : l'année Jean-Jacques Rousseau. Rousseau nous dit, dans *Le Contrat social*, parlant du peuple qu'il « n'est qu'un être collec-

tif, [il] ne peut être représenté que par lui-même... la volonté générale ne se représente point : elle est la même ou elle est autre ; il n'y a point de milieu. [ah ce : il n'y a point de milieu !] Les députés du peuples ne sont donc ni ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que ses commissaires... Le peuple anglais pense être libre, il se trompe fort, il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement : sitôt qu'ils sont élus, il est esclave... »

« *Prenez le pouvoir* », dit le Front de gauche.

● Pierre Zarka



Le doigt dans le clafoutis

J'voudrais bien, mais j'peux point

Ah la Belgique ! Sans "chef" il y a encore quatre mois et sans gouvernement pendant 541 jours... Ouf ! Voilà nos amis belges désormais vernis.

Je revenais l'autre soir de Bruxelles, avec du beau linge dans le wagon Thalys 1^{ère} classe : un député européen français se croyant déjà ministre, un dirigeant sportif, un écrivain, des *lobbyistes*, des femmes et hommes d'affaires de toutes sortes... De ceux-là qui organisent la flexibilité du travail et l'évasion du capital, pardon ! l'optimisation fiscale. L'hôtesse, diplômée en architecture, et le steward, spécialiste de littérature comparée (à chacun sa passion), tous deux intérimaires, proposaient un yaourt, un canon, des journaux consensuels. Je pris *Le Soir* du 28 mars 2012. En première page : Mélenchon. Encore lui. Interviewé et affirmant qu'il pourrait, « *dans trois semaines et si les Belges le veulent bien, s'occuper de la Belgique.* » Gonflé.

C'est dire si la sympathie pour le Front de gauche grossit, grossit... et déborde les frontières de la France. Selon le même journal, certains, entre le PS belge et le Parti du travail de Belgique (PTB), commencent à bouger. Bernard Wesphael, député wallon, membre fondateur du parti Ecolo qu'il vient de quitter, songe ainsi à créer un nouveau parti de gauche, radical et laïque.

Seul ? Dans son éditorial syndical hebdomadaire, Nico Hué, secrétaire des métallos de la FGTB (Fédération générale du travail de Belgique) affirme : « *Une force puissante souffle comme une bourrasque chargée d'espoir sur l'Europe des progressistes toute entière. Elle gonfle d'optimisme le peuple de ceux qui savent qu'une autre politique est possible (...)* Cette révolution citoyenne invite chacun à prendre le pouvoir. Sur sa vie d'abord ! Elle balaye d'un air frais une scène politique engluée dans un discours de résignation et de soumission aux marchés financiers et ringardise les refrains de la confrérie des «j'voudrais bien, mais j'peux point.» »

Quelques jours plus tard, une délégation syndicale est allée voir l'un des tauliers de mon entreprise du CAC 40. Style libéral-autoritaire. Pour obtenir budgets et embauches, plutôt que de rémunérer les actionnaires. Il y a 5 ans, ce patron méprisait toute pensée alternative et communisante. « *Avec votre 1,93 % aux élections...* », disait-il. Aujourd'hui, avec un Front de gauche entre 10 % et 15 %, le même commence à moins la ramener. Je dis bien : «commence». C'est pourquoi il est désolant qu'Olivier Besancenot reste au bord du chemin à chanter : «j'pourrais bien, mais j'veux point.»

● Philippe Stierlin

L'image de la semaine

Contrôle d'identité dans le métro pour délit de "mélanchantage". Les mélanchanteurs le poing levé serrant les tracts, continuent de chanter dans la joie. L'Internationale, puis "Dans sa maison un grand cerf" revisitée en "A l'Elysée Sarkozy". Avec la sympathie des passants surpris. Voir aussi sur le site Place au peuple 2012 <http://www.placeaupeuple2012.fr/les-melanchanteurs-vus-par-tf1/>



Mali ancien, Mali nouveau

Afin que chacun-e se construise son information, *Cerises*, après une première tribune libre sur le Mali, publie maintenant deux textes de Jean-Louis Sagot-Duvaurox, philosophe et écrivain, extraits de sa chronique "Mali Koura" sur facebook.

Dans ce « feuilleton de la crise malienne », J.L. Sagot-Duvaurox évoque jour après jour de l'effondrement « de la souveraineté du Mali, de son unité, des ses institutions, de ses libertés publiques et de son intelligence. ». Il nous écrit par ailleurs : « La responsabilité généalogique du colonialisme est écrasante dans la situation actuelle de l'Afrique. Mais une fois qu'on l'a reconnu, la question est : on fait quoi ? Le "on", c'est l'Afrique, par définition. » On trouvera d'autres textes sur le site www.communistesunitaires.net, rubrique "Monde".



Extrait des pages facebook de J.L. Sagot-Duvaurox : « Premier regroupement populaire contre l'équipée de Dadis Sanogo, de ses soldats perdus et de ses mentors politiques. Le Mali mérite autant que le Sénégal de choisir ses représentants. »

L'ancien Premier ministre Modibo Sidibé a été arrêté cette nuit à son domicile par la faction militaire qui affirme avoir pris le pouvoir à Bamako. Cet homme intègre à qui la démocratie malienne doit beaucoup était candidat à l'élection présidentielle. On attendait des dizaines de milliers de personnes, ce week end, pour son investiture qui devait symboliquement se tenir, le 25 mars, au stade du 26 mars. Le 26 mars 1991, la révolte populaire et l'action d'Amadou Toumani Touré, actuel président élu du Mali, mettaient fin à 26 ans de dictature militaire qui avaient laissé le pays à genoux. Ironie de l'histoire, c'est un retour en arrière de 21 ans qui célébrera ce grand moment démocratique. J'ai eu le privilège de converser longuement avec Modibo Sidibé. Je comprends que les assassins de la démocratie malienne aient voulu neutraliser cet homme de vision. Leur exact opposé. J'espère que toutes les forces saines du pays s'uniront pour résister à l'effondrement en cours et pour la libération des prisonniers politiques.

JLSD, sur facebook le 22 mars

Mali Koura 5 – Les pires choses ont une fin

4 avril 2012

Le Mali est sonné. Plus aucun message politique cohérent ne semble en sortir. ATT(1) a déserté. Du côté des politiciens légitimés par les dernières élections, c'est le silence à peine troublé par quelques pétitions de principes au style emprunté et par les discrets signaux qui permettent de ne fermer aucune porte, au cas où. Les "forces progressistes" autoproclamées ont profané l'idée même de progrès, appelant « *révolution populaire* » une jacquerie de soldats du rang qui ne savaient pas le matin même qu'ils réclameraient le soir de monter sur le trône. Oumar Mariko, un homme dont les principaux titres de gloire sont d'avoir inauguré la grève perpétuelle de l'école malienne et recueilli 2 % des voix dernières aux élections présidentielles, se recommande des damnés de la terre pour revendiquer le poste de Premier ministre.

Les mots n'ont plus de sens. Les pillages de la soldatesque sont faits au nom de la lutte contre la corruption. La débandade de l'armée est présentée comme une réponse à l'incompétence d'ATT. Les soldats fuient. Difficile de leur reprocher de vouloir sauver leur peau quand on n'est pas sur le front. (...) L'armement acquis avec l'argent du peuple a été abandonné aux vandales. Même au Nord, les discours nationalistes pourtant déjà bien pauvres du MNLA (2) sont submergés par le brouillage d'islamistes étrangers et de gangs de trafiquants, qui lui ont chipé ses prises de guerre. Privé de tout débat politique audible, le peuple est déboussolé. Il faut donc recommencer à faire de la politique. Non pas la chasse aux postes, comme hier, mais l'action collective désintéressée pour la reconstruction du pays. (...) à défaut d'un contre-coup aléatoire ou d'une insurrection populaire qui ne

se décrète pas, il y a sans délai des choses à faire. Exemple : nous pensons tous aux habitants de Gao, de Tombouctou, Kidal, Bourem, Ansongo, aux centaines de milliers de réfugiés. Ils ont des raisons de croire que le Mali les a abandonnés. Ce sentiment bien compréhensible est une arme aux mains des séparatistes, un danger mortel pour la reconstruction du pays. A Bamako, à Sikasso, à Ségou, à Paris, à Abidjan, il est urgent de leur prouver le contraire, d'organiser sans attendre, avec les ressortissants des régions occupées, une solidarité concrète et immédiate. Ce peut-être d'abord un paquet de sucre, un message, une réunion de solidarité... Mais très vite, inévitablement, la résistance se mettra en place. Même décapités, les groupes sonrais d'autodéfense ont laissé des traces. Les partisans arabes de Tombouctou étaient prêts à apporter leur concours à l'armée pour défendre la ville. Ils ne se sont pas convertis du jour au lendemain aux occupants salafistes. Même les combattants touaregs qui, dégoûtés de défendre seuls le drapeau du Mali, ont changé de camp peuvent comprendre, si le Mali se remet debout, qu'il est leur seule patrie viable. (...) On peut avancer dans cette direction sans demander la permission ni au CNRDRE (3), ni à la France, ni à la CEDEAO (4), ni au camarade Mariko. Tout acte, petit ou grand, qui ira dans ce sens relèvera celle ou celui qui l'accomplira, le sortira de l'abattement, le remettra dans l'action et posera les fondements d'une vie politique effectivement contrôlée par le peuple.

Il y a sans doute beaucoup d'autres actions immédiatement possibles à organiser. Mettons nos têtes en mouvement. ●●●

(1) ATT : Amadou Toumani Touré, président du Mali -

(2) MNLA : Mouvement national de libération Azawad

(3) CNRDRE : Comité national de la démocratie et la restauration de l'Etat

(4) CEDEAO : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Mali Koura 6 - La question qui donne le vertige

5 avril 2012

Il y a une question qu'on n'ose à peine poser tant elle donne le vertige : comment demander à des soldats togolais, nigériens, burkinabés, français de risquer leur vie pour le Mali quand ses propres ressortissants l'ont abandonné sans combattre ? Cette tragédie rend bien... dérisoire les oburgations d'idéologues qui ont mis leur cervelle en pilotage automatique et qui se dédouanent de leur impuissance en rejetant la faute sur un hypothétique complot de l'étranger. Ce Mali vaincu d'avance, tantôt gémissant, tantôt fulminant, appliqué à donner de lui-même l'image d'une éternelle victime condamnée à l'éternelle perfusion, usant pour ça sans honte et à contre-emploi d'une phraséologie aux accents révolutionnaires, ce Mali du passé, pardonnez-moi, mais je ne l'aime pas. J'ai vécu, ces dernières années, une tout autre histoire – ce que je nomme ici Mali koura, le Mali nouveau. J'ai vu surgir dans le paysage des hommes et des femmes, jeunes pour la plupart, créatifs, honnêtes, décomplexés qui se seraient étranglés de honte plutôt que de se faire passer pour des victimes. Le Mali a des faiblesses ? Des puissances étrangères sont intéressées à en profiter pour avancer leurs pions ? Mais bien sûr ! C'est même la nature des choses. Et bien, on ne va pas se plaindre de ce que sont ces puissances, parce que nous n'y pouvons rien. On va leur montrer qui nous sommes et ça nous y pouvons quelque chose. J'ai vu ce Mali koura cesser de polariser ses rêves et ses rancœurs sur l'ancien colonisateur. La France ferme ses frontières et ne veut pas de nous ? On s'en passera. Le président français nous invite à entrer dans son histoire ? Qu'il pédale sans nous. Ça fait plaisir à ses électeurs d'entendre que leur civilisation est supérieure, que leur identité nationale est imperméable ? Tant mieux pour eux. Comment évoquer ce Mali koura sans parler de BlonBa, cette aventure culturelle unique à laquelle je suis associé depuis l'origine, sans saluer mon ami Alioune Ifra Ndiaye son directeur, King, Fatoumata, Chiaka, Ndji, Youssouf,

Modibo, Drissa, Boutros, Alimata, Solo, Ramsès, Djibril, tous les autres... et aussi les plus anciens qui leur ont donné la main (ou l'inverse ?) : Bougouniéré, Michel, Adama, Kass, Dièman... J'ai vu des techniciens travailler douze heures par jour parce qu'ils croyaient à ce qu'ils faisaient et qu'ils y prenaient plaisir. J'ai vu des jeunes qui n'étaient pas allés à l'école se jeter avec voracité sur la connaissance. J'ai entendu dire à des bailleurs potentiels "Gardez votre argent", quand l'argent était proposé au prix de la liberté d'action. J'ai vu des artistes de théâtre perfectionner leur art avec modestie, scrupule, détermination pour donner à leur pays une voix de qualité. Depuis cette source de culture, j'ai vu la libre parole du Mali engager la conversation avec des dizaines de milliers de spectateurs sur les scènes de trois continents et des centaines de milliers de téléspectateurs dans le monde. Peu le croiront, mais tout ça s'est souvent fait sans subventions. Pas facile, mais quelle leçon ! Le Mali n'est pas prisonnier de la défaite qui l'accable. Mali koura, prend le pouvoir ! Vite ! Ce texte est le sixième épisode d'une chronique quotidienne que vous pouvez trouver sur mon facebook.

Cerises est édité
 par les Communistes unitaires
 Noyau de *Cerises*: Gilles Alfonsi
 Gilles Boitte, Michèle Kiintz
 Roger Martelli, Philippe Stierlin
 Catherine Tricot, Zarz
 contact.cerises@gmail.com
 www.cerisesenligne.fr